

Pourquoi la conjoncture offre l'occasion idéale pour engager la France dans la maîtrise de la dépense publique



L'optimisme s'affiche partout tandis que la confiance est de retour après une longue période de doutes et d'incertitudes.

Avec Michel
Garibal

Emmanuel Macron a de la chance. L'optimisme s'affiche partout tandis que la confiance est de retour après une longue période de doutes et d'incertitudes. L'alignement des planètes s'effectue dans le bon ordre. La croissance progresse partout avec un rebond aux Etats-Unis et une amélioration régulière en Europe. Le Japon est sorti de sa torpeur où l'indice Nikkei est à un plus haut niveau depuis 26 ans. Wall Street pulvérise ses records avec un Dow Jones qui franchit la barre des 25000 points, alors qu'il accusait 20 000 points il y a juste un an. A Paris, le Cac 40 retrouve les 5400 points. La hausse se déroule dans un calme surprenant, comme si une griserie contagieuse propulsait les marchés avec une régularité de métronome dans une euphorie tranquille, même si, à intervalles réguliers des Cassandres annoncent que l'on franchit la dernière vague d'un cycle qui devrait logiquement connaître une pause, voire prendre fin.

Pour l'instant, l'opinion majoritaire prévaut que sur cette lancée, la période présente devrait se poursuivre au moins pendant un semestre ; Les taux d'intérêt demeurent très bas et ont amorcé un relèvement si lent qu'ils ne perturbent pas les marchés. La concurrence acharnée engendrée par la mondialisation contraint la hausse des prix et retarde le retour éventuel de l'inflation. Le chômage est au plus bas dans les plus grands pays comme les Etats-Unis ou l'Allemagne, qui connaît elle-même un suremploi et engage la chasse au personnels qualifiés. L'investissement monte en puissance, tandis que les entreprises fonctionnent déjà souvent au maximum de leurs capacités.

Dans ce contexte, la France tente de recoller au peloton de ses partenaires dont elle n'avait cessé de s'éloigner au cours des quinquennats précédents. Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, son image aux yeux de l'étranger a fondamentalement changé. Les premières réformes fiscales comme la suppression de l'ISF et la taxe de 30% sur les revenus du capital ont commencé à desserrer le garrot qui l'enserrait. Il faut aujourd'hui aller beaucoup plus loin, selon la volonté affichée par le Président de la République. L'heure de vérité approche, car il faut maintenant tailler dans le vif de l'énorme maillage de réglementations, de dispositifs, qui alourdissent la machine économique et l'empêchent de fonctionner à plein régime. Le chef de l'Etat a promis qu'il consacrerait toute son énergie à cette tâche, qui paraît herculéenne à certains tant le pouvoir de nuisance des lobbies est puissant si on ne lez attaque pas frontalement. Il ne s'agit pas de répéter l'expérience malheureuse de Lionel Jospin qui avait constitué dans une période de haute conjoncture une cagnotte qui n'avait pas résisté à la folie dépensière des administrations au lieu d'être consacrée aux réformes. Sous la pression de Bercy, la tentation est grande de toujours traiter les problèmes sous l'aspect comptable – Michel Debré déplorait déjà à l'époque que la France soit gouvernée par son comptable. Déjà l'on voit surgir à propos du budget des batailles de chiffres souvent contradictoires qui créent la confusion dans l'opinion. Alors que le moment est venu de fixer des objectifs clairs avec des méthodes simples, susceptibles d'entraîner l'adhésion de la nation. Rien ne serait préjudiciable que de retomber dans les errements passés où l'on se bornerait à conserver les structures existantes en appliquant la politique du rabot à des administrations qui continueraient de

